

* RÉGIONALES

Ancrer Rhône-Alpes à gauche avec les communistes

→ C'est le moment d'agir ! Ensemble, construisons l'alternative

Les élections régionales vont se dérouler dans un contexte de crise sociale, économique, écologique dont nous ne pourrions sortir sans remettre en cause les politiques libérales qui l'ont provoquée, sans inventer un nouveau mode de développement qui dépasse le capitalisme.

Depuis la victoire de la gauche aux régionales de 2004, avec nos 15 élus communistes, nous avons voulu faire de Rhône-Alpes un rempart de résistance contre les politiques ultralibérales de la droite, un outil de promotion d'un nouveau type de développement social et écologique, solidaire et durable. Notre participation à la majorité régionale a été d'un apport reconnu, utile aux Rhônalpins. Notre efficacité, nous la devons à notre proximité avec les citoyens.

Pourtant la situation de crise, les enjeux nouveaux et l'expérience faite poussent à envisager des modifications, voire des ruptures.

Nicolas Sarkozy et son gouvernement conduisent une politique destructrice de nos acquis sociaux, complice des lobbies financiers et leur politique porte atteinte à la démocratie comme à nos libertés. Ils veulent tous les pouvoirs. S'ils le pouvaient, comme ils veulent privatiser La Poste, ils livreraient le transport ferroviaire des voyageurs au privé ; comme ils cassent méthodiquement le service public d'éducation, ils réduiraient les moyens des lycées publics pour favoriser le privé. Ils lancent une réforme des collectivités territoriales destructrice de la démocratie locale, qui est pourtant une force de notre République.

Notre objectif, c'est l'élection d'une majorité engagée pour la mise en œuvre d'une réelle politique de gauche qui réponde aux attentes des Rhônalpins.

Les communistes lancent un appel à toutes les femmes et hommes de gauche pour travailler ensemble à un projet régional utile aux citoyens, au monde du travail, et pour faire barrage aux politiques rétrogrades de la droite. Nous souhaitons renforcer la participation aux décisions des salariés et citoyens avec les élus, développer les services publics, mobiliser l'argent au service d'un nouveau mode de développement humain durable.

Le Conseil national du Parti communiste propose de travailler à créer les conditions pour que ce travail commun débouche, autour d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution d'une liste de Front de gauche de large rassemblement au 1er tour qui permettrait de réunir toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cette démarche. Les communistes de Rhône-Alpes voteront les 19, 20 et 21 novembre pour décider de sa traduction en fonction des avancées réalisées dans leur région.

Gilles Ravache,

Secrétaire du comité régional du PCF

→ RAPPEL : LA RÉGION, COMMENT ÇA MARCHE ?

Ses compétences : lycées/apprentissage ; formation professionnelle ; transports collectifs régionaux (TER) ; développement économique/emploi ; aménagement du territoire.

Le budget 2009 : Lycées et universités : 593 M€ ; Transports : 553 M€ ; Formation, apprentissage, sanitaire et social : 465 M€ ; Services généraux et service de la dette : 320 M€ ; Action économique : 177 M€ ; Aménagement du territoire : 143 M€ ; Culture et sport : 67 M€ ; Environnement : 54 M€ ; Action internationale : 12 M€ ; Santé, handicaps : 12 M€.

Elections précédentes : en 2004, 24 régions sur 26 avaient été remportées par la Gauche. Le groupe communiste en Rhône-Alpes, avait obtenu 15 élus dont 4 dans l'exécutif (Lycées, Démocratie participative, Emploi et Jeunesse).



Une crise, des solutions

En réaction aux difficultés rencontrées en cette période par les Rhônalpins le conseil régional a voté un plan de soutien qui a permis entre autre de ne pas augmenter les tarifs dans les cantines ou de réduire les coûts des transports TER pour les chômeurs.

Nous pouvons aller plus loin, des solutions existent, ensemble agissons pour une Région combative et innovante face à la crise

→ conditionner toutes les aides aux entreprises à l'emploi durable, la formation tout au long de la vie, la lutte contre toutes les discriminations.

→ créer un fonds régional pour financer des projets créateurs d'emplois, de formations, de développement durable, et alimenté par une conférence financière régionale avec syndicats et banques.

→ simplifier les procédures territoriales et instituer des budgets participatifs dans les territoires.

